



## 5,5 MILLIONS DE FONCTIONNAIRES AU PAIN SEC!

Rebelote : pour financer les baisses d'impôts, le gouvernement congèle en 2020 le point d'indice de la fonction publique... au frigo depuis 2018. Une baisse de pouvoir d'achat en perspective. **PAR LAURENCE DEQUAY**

### 3 CHIFFRES

**1 272 €**

Le manque à gagner moyen entre 2010 et 2016 pour chaque agent public en raison du gel de leurs traitements. Soit 7 milliards d'économies pour l'Etat, selon Marylise Lebranchu, ex-ministre de la Fonction publique.

**35 %**

La part des agents publics d'Etat qui accusaient une perte nette de pouvoir d'achat en 2016.

**1,1 million**

Le nombre d'agents payés au Smic ou 10 % de plus (CGT).

Olivier Dussopt persiste et signe : aux neuf syndicats du public qui réclamaient à l'unisson mardi 2 juillet une revalorisation des traitements de 5,5 millions d'agents, le « M. Fonction publique » du gouvernement a adressé un niet catégorique. En 2020, le traitement de base des trois fonctions publiques – Etat (FPE), territoriale (FPT) et hos-

pitalière (FPH) – sera congelé ! Comme entre 2010 et 2016, et depuis 2018 (après une faible hausse de 1,2 %). Tout au plus, les agents publics bénéficieront de mesures annexes : une indemnité vélo mobilité de 200 € par an et la suppression en septembre, comme pour tous les actifs, de leurs cotisations sur les heures supplémentaires (gain moyen entre 12 et 15 € par mois). « Une fois encore, nous sommes otages d'un cadre budgétaire hypercontraint, sommés de nous serrer la ceinture ! s'emporte Mylène Jacquot, secrétaire de la CFDT Fonctions publiques. Cette absence de politique de ressources humaines risque d'accroître le désengagement professionnel, voire démocratique de milliers d'agents. »

Sourd à ces protestations, Dussopt ressasse un argumentaire, mille fois entendu depuis neuf ans par les fonctionnaires : augmenter de 1 % le fameux point d'indice représente un « coût collectif très important », de 2 milliards d'euros. Soit 14 € par mois, pour les agents dont la rémunération mensuelle est de moins de 2 000 €. Trop peu ? Sans doute, mais cela en dit long sur le niveau des salaires. Selon la CGT, qui cite la Direction générale de la fonction publique, 1,1 million d'agents publics perçoivent

le Smic ou seulement 10 % de plus. Un bataillon de petits salaires deux fois plus nombreux qu'il y a vingt ans...

Eux, comme les autres, se retrouveront donc au régime en 2020. Mais, à faire l'historique des gels successifs, les agents publics perdent beaucoup. Selon Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction publique pendant le quinquennat de François Hollande, fonctionnaires et contractuels publics ont collectivement perdu, du fait du blocage de leur traitement, 7 milliards d'euros entre 2010 et 2016. Soit 1 272 € par personne. A tel point que, fin 2016, 35 % des agents de l'Etat comme 39 % des hospitaliers et 37,8 % des territoriaux accusaient une baisse réelle de leur pouvoir d'achat, en raison notamment de la hausse de leurs cotisations retraite. Un manque à gagner accentué par le report, en 2017, de la revalorisation des parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) décidé par le président Emmanuel Macron. Certes, en 2019, il vient de réenclencher ce mécanisme (745 millions d'euros de dépenses), mais il a gagné un an.

### Moins de candidats

Victimes de ce tour de passe-passe budgétaire, les fonctionnaires ne peuvent pas vraiment se consoler avec leur garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa). Calculé sur la base d'une formule capable de donner des maux de tête à un bon mathématicien, ce mécanisme permet, sans le dire, d'évincer du dispositif les fonctionnaires promus sur une période de quatre ans.

Donc, pain sec et... pression au quotidien chez les infirmières, les policiers, les enseignants... « Seulement 60 % des postes d'assistants sociaux, d'éducateurs ouverts aux concours, 1 400 € net, sont aujourd'hui pourvus », prévient Roland Giraud, président de l'Association nationale des directeurs d'action sociale et de santé (Andass). Cela se comprend. ■

**INFLEXIBLE** En dépit des protestations des syndicats, Olivier Dussopt a annoncé un gel des traitements des fonctionnaires.

